
M.E.S., Numéro 125, Novembre - Décembre 2022

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 02 novembre 2022



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, novembre - décembre 2022

ANALYSE EMPIRIQUE DES EFFETS DE LA GOUVERNANCE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LA REGION SADC

par

Alain MAHESHE MWINDA

Jeanpy Telesphoret BUNDUMUNA BULU

Doctorants

Samuel TSOKI MUZINGA

Assistant

*(Tous) Faculté des sciences Economiques et de Gestion,
Université Pédagogique Nationale*

Résumé

L'objectif principal fixé dans cet article est de savoir dans quelles mesures et par quels moyens la gouvernance peut-elle influencer la croissance économique dans la région de la SADC ? Pour répondre valablement à cette question, nous allons faire un survol à la littérature empirique, et aussi, recourir à la technique économétrique. A l'aide de la technique des moments généralisés en différences et en système (Diff-GMM et Sys-GMM), l'estimation en panel dynamique ainsi conçu, à partir des données de : Banque Mondiale, World Government Indicators (WGI) et World Development Indicators (WDI) pour les pays de la SADC, sur la période allant de 2000-2020, a permis de conclure que, le lien entre la qualité de la gouvernance et la croissance est une évidence car la bonne gouvernance a une importance très capitale pour toute stratégie favorisant la croissance d'un pays. Principalement, nous pouvons en déduire deux stratégies dont l'une est favorable à accélérer le rythme de l'investissement qui est nécessaire à la croissance, et l'autre favorise le renforcement des secteurs productifs afin que l'accumulation du capital et la répartition des richesses soient fiable dans la région sous étude.

Mots-clés : *gouvernance, croissance économique et données de panel dynamique*

Summary

The principal objective laid down in this article is of knowing in which measurements and by which means the governance can it influence the economic growth in area SADC ? At the end of answer this question validly, we will make an overflight with the empirical literature, and also, will resort to the econometric technique. Using the Diff-GMM technique, the estimate in dynamic panel thus designed, starting from the data of: The World Bank, World Government Indicators (WGI) and World Development Indicators (WDI) for the countries of the SADC, over the period going of 2000-2020, made it possible to conclude that, the bond between the quality of the governance and the growth are an obviousness because good the governance has a very capital importance for any strategy supporting the growth of a country, mainly we can deduce from them two strategies of which one favours to accelerate it the rate/rhythm of the investment which is necessary to the growth and the other supports the reinforcement of the productive sectors so that the accumulation of the capital and the distribution of the richesses are reliable in our area under development.

Keywords : *gouvernance, economic growth and given of dynamic panel*

INTRODUCTION

Vu les performances macroéconomiques qui ont été enregistrées au cours des dernières décennies par les économies de la SADC, les autorités de ladite région ont fait en sorte que des multiples réformes soient réalisées sur le plan institutionnel pour qu'ils saisissent le fonctionnement de l'économie dans son ensemble et d'atteindre le

processus de la bonne gouvernance « good governance ». Cependant, la relation entre la gouvernance et la croissance économique ne cesse d'être l'objet d'étude de plusieurs chercheurs et fournir des résultats tant théoriques qu'empiriques aussi bien convergents que contradictoires suscitant donc des réflexions supplémentaires sur l'impact réel que peut avoir son amélioration pour aboutir à un développement durable et atteindre un taux de croissance économique élevé. C'est ainsi que Laurent Clerc et Hubert Kempf (2006)¹, montrent la relation limitée entre le cadre institutionnel et la croissance du produit intérieur brut par tête.

Cependant, la notion de la gouvernance est constituée comme un débat dans les différents courants de pensée, dont la plupart des chercheurs soulignent la pertinence de la bonne qualité des institutions par des structures et des lois qui incitent à diminuer les incertitudes et soutenir l'efficacité démontrant une plus forte performance économique². En effet, le taux de croissance économique se diffère entre les pays car l'environnement économique auxquels opèrent les agents est totalement différent³. Donc, l'environnement adéquat à la croissance économique est celui dont la capacité de fournir une meilleure protection pour le droit de propriété et qui incite aux agents à produire davantage, à investir et à accumuler des nouvelles compétences en matière.

I. REVUE SYNTHETIQUE DE LA LITTERATURE

La définition pratique de la bonne gouvernance a évolué au fil des années. Selon la Banque Mondiale (1992)³, la bonne gouvernance est « la manière par laquelle le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources nationales économiques et sociales d'un pays consacré au développement », de la responsabilisation. Le PNUD (2002)⁴ définit la bonne gouvernance comme la recherche de l'état de droit, de la transparence, de l'équité, de l'efficacité/ efficacité, de la responsabilisation et de la vision stratégique dans l'exercice de l'autorité politique et économique.

North (1990)⁵, s'est penché sur la démocratie, la stabilité politique et la corruption pour analyser la causalité entre la gouvernance et la croissance économique. Pour cet auteur et d'autres comme Hall et Jones (1999), Rodrick et al. (2002), Ouidade (2010), si l'augmentation des quantités de capital et de travail a un impact sur la croissance, cette augmentation sera beaucoup plus importante si l'économie considérée dispose d'une bonne qualité de gouvernance. Ce qui va rendre la mobilisation des facteurs plus efficace dans le temps et d'induire la croissance. C'est dans ce sens que, Mauro, Paolo (1995)⁶; Fosu (1992) et De-Haan puis Siemann (1996) montrent que l'effet de l'instabilité politique passe par l'investissement et l'accumulation du capital, pour affecter négativement les performances économiques. Guillaumont et Brun (1999) partagent la même conclusion, mais contestent ces effets dans le cas des pays africains et montrent que l'effet de l'instabilité politique, définie comme une combinaison de coups d'État et de guerres civiles est plutôt direct sur le résidu de la croissance et n'a pas un biais pour l'accumulation et l'investissement.

¹ Laurent Clerc et Hubert Kempf, « gouvernance et performamnce macroéconomique », service d'étude et de recherche sur la politique monétaire banque de Franc, 2006, p.37

² CEA (2009), Rapport sur la Gouvernance en Afrique II 2009, Addis-Abeba, Éthiopie

³ Banque Mondiale, 1992. Governance and development.

⁴ PNUD, 2002. Good Governance

⁵ North D.C., « *institutions, institutional change, and economic performance* », Cambridge University Press, 1990.

⁶ Mauro, Paolo., « The effects of corruption on growth, investment, and government expenditure », international monetary fund working papers 96/98, 1995

Dans leur étude « gouvernance matters », KAUFMANN, KRAAY et ZOIDO LOBATON (1999)⁷ ont étudié la corrélation entre les six indicateurs globaux de la gouvernance « stabilité politique et violence », « voix et responsabilité », « efficacité de gouvernement », « poids de la réglementation », « primauté de droit » et « lutte contre la corruption » et les résultats économiques mesurés en termes de revenus par habitant, de la mortalité infantile et de taux d'alphabétisation.

Ils ont trouvé que chaque indicateur est corrélé positivement avec le logarithme de PIB par tête et le taux d'alphabétisation et négativement avec le taux de mortalité infantile. L'analyse dépasse cette simple corrélation et envisage une étude qui retrace les interrelations entre la gouvernance et le taux de croissance de revenu à travers une série de régression transversale entre ce taux et chaque indicateur de la gouvernance.

Mohamed Jellal et Mohamed Bouzahzah (2012)⁸, mettent en interaction les liens existant entre la qualité de la gouvernance institutionnelle, le secteur d'éducation et la croissance économique au Maroc afin de montrer comment les institutions offertes par la gouvernance affectent directement l'incitation de l'accumulation du capital humain au profit de la croissance économique. Sur cette étude, l'analyse économique du rôle que joue l'éducation dans la croissance met en exergue deux canaux par lesquels transite la croissance économique, dont le premier canal met plus de l'accent sur l'effet direct positif de la qualité institutionnelle du secteur de l'éducation sur l'incitation d'accumulation de capital humain par les individus qui se rendent plus productifs, et le second canal apparaît dans la fonction explicite du taux de croissance économique. Ainsi, la théorie de la croissance évoquée par les classiques ou les néoclassiques montre que ce taux de croissance économique dépend du taux de rendement du capital humain, donc ce taux de rendement dépend lui-même de la qualité de la gouvernance, cela va accroître davantage la croissance. Par conséquent, de larges qualités institutionnelles présentent un double dividende, ce qui laisse présager de larges bénéfices à de grandes réformes éducatives au Maroc.

Becheraïr Omrane (2016)⁹ porte son étude sur l'effet de la corruption sur la croissance économique en Algérie partant d'une périodicité allant de 1995 à 2012 à l'aide d'un modèle de croissance endogène développé par les néoclassiques qui prend en compte la corruption. Dans le souci d'atteindre les résultats escomptés dans ces investigations, il pose la question de savoir si « existe-t-il un lien entre la corruption d'un pays et les performances économiques qu'il réalise ? ». Le résultat de cette étude montre que la corruption exerce un effet négatif sur la croissance. C'est ainsi que la présente étude infirme et démontre l'existence d'une relation entre la corruption et les performances économiques et détecte essentiellement certains canaux par lesquels transitent les effets de la corruption sur la croissance économique (ou les performances économiques).

Gyimah-Brempong (2002)¹⁰ porte ses études sur un panel de données des pays Africains et a atteint une évidence qui infirme que la corruption réduit la croissance économique ainsi que le capital physique à injecter dans une économie. En effet, dans cette même période, Da Silva et al¹¹ appuie la pensée de son prédécesseur selon

⁷ Kaufmann, D., Kraay, A. and M. Mastruzzi, « Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006 », World Bank Policy Research wp, n°4280, 2008

⁸ Mohamed Jellal and Mohamed Bouzahzah, « *Gouvernance education and economic growth* », Munich Personal RePEc Archive, 2012.

⁹ Becheraïr Omrane, PH.D., « *Corruption et croissance économique une approche économétrique sur les données de l'Algérie* », European scientific journal, vol.12, n°7, 2016, p.444-445

¹⁰ Gyimah-Brempong, « *L'impact de la gouvernance sur la croissance économique des pays africains* », CERDI, CNRS-Université d'Auvergne, 2002, p.24.

¹¹ Da Silva et al, « *Influence de la corruption sur la croissance économique* », 2002.

laquelle la corruption est une peste pour les économies des pays en développement car le faible niveau du développement des institutions n'assure pas la protection des droits privés ou publics et la détérioration des facteurs de production (le capital). Aussi, Becherair Omrane¹² affirme ce qu'ont soulevé ses prédécesseurs à l'aide d'un modèle de croissance endogène en montrant économétriquement que la corruption a un effet négatif et significatif sur la croissance économique parce que cette dernière diminue significativement les investissements et les dépenses publiques.

Maria Angels et al. (2002)¹³ ont étudié la relation entre les institutions politiques, les IDE et la croissance sur un échantillon de 119 pays en développement. Ce dernier aboutit à des fins qui expliquent l'effet de la démocratie sur la croissance économique parce que la démocratie favorise les investissements directs étrangers auxquels sont des entrées (input) de la croissance économique dans un pays qui incite aux gouvernants de se développer et à garantir l'Etat de droit et la transparence.

Saidi Y., Soltani H. et al (2013)¹⁴, analysent la relation dynamique entre l'environnement institutionnel, l'IDE et la croissance économique en utilisant un échantillon de 17 pays de la région de MENA durant une périodicité allant de 1996 à 2011. A l'issue de cette étude, ces auteurs indiquent qu'au cours de la périodicité étudiée, l'IDE et l'infrastructure institutionnelle étaient les déterminants les plus importants de la croissance économique. C'est ainsi les résultats économétriques de la présente étude incitent le pays de la région de MENA à se focaliser sur les politiques qui favorisent le développement des institutions pour qu'ils deviennent la destination intéressante pour l'IDE en s'appuyant, car l'impact que démontrent les IDE sur la croissance économique a des effets efficaces que l'accroissement des investissements domestiques.

Henri (2013)¹⁵, dans son étude démontre que la stabilité politique et la régulation des activités économiques exercent une influence positive sur la croissance économique en Afrique et encouragent les gouvernants de lutter contre la corruption afin de déclencher la croissance économique dans les pays riches en ressources naturelles et qui appliquent les principes démocratiques.

Bernard A., Alexis O. et al (2014)¹⁶, poursuivent le but selon lequel les pays en développement doivent battre une lutte très acharnée contre la corruption afin qu'ils atteignent une meilleure bureaucratie, ainsi très particulièrement une politique stable qui assure l'égalité et l'équité dans la redistribution des richesses naturelles afin de contribuer au développement de leur système financier.

Kos à Mougrol A. et Pr Kamajou F. (2016)¹⁷, stipulent que la bureaucratie, le contrôle de la corruption, la qualité de réglementation, les respects des lois et de l'ordre

¹² Becherair Om, PHD, « Corruption et croissance économique : une approche économétrique sur les données de l'Algérie », *european scientific journal*, vol.12, n°7, 2016, p.444-445.

¹³ <http://www.univ-orleans.fr/deg/masters/DOTE/> (samedi 06 Août 2022 09 :45 :10)

¹⁴ Saidi Y., Soltani H. et al, « gouvernance, investissement direct étranger et croissance économique dans la région MENA », *institutional conference on business, economic, marketing et management research (BEMM'13)*, vol.2, p.2011.

¹⁵ Henri., « Correlation croissance économique - Gouvernance des pays riches en ressources naturelles », *global journal of management and business research*, vol.12 version 1, 2013.

¹⁶ Bernard A., Alexis O. et Gérard C., « gouvernance et croissance économique : une analyse des effets de seuil », *premier colloque AETA*, 2014, p.49-52.

¹⁷ Kos à Mougrol A. et Pr Kamajou F., « Déterminant du développement financier dans les pays de la zone de Franc CFA : le rôle de la qualité des institutions », *european scientific journal*, vol.12, n°28, 2016, p.303-304

ainsi que la stabilité du gouvernement sont les aspects de la qualité des institutions (autrement l'environnement institutionnel).

Les travaux de Beliamoune et al (2009) ont mis en exergue l'influence de la mauvaise gouvernance, et plus précisément de la corruption sur la croissance. Mais ils précisent que la corruption entraîne l'augmentation des investissements publics et qu'elle influence négativement les investissements privés¹⁸.

II. METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Pour analyser les effets de la gouvernance sur la croissance économique dans la région de la SADC sur la période allant de 2000-2020, nous rappelons que les données sont collectées et extraites de bases des données de la Banque Mondiale, World Government Indicators (WGI) et World Development Indicators (WDI)¹⁹.

Les méthodes ont été utilisées de la manière suivante :

- d'une part, la méthode descriptive a servi pour mieux décrire la base des données de cet article ;
- d'autre part, la méthode économétrique est utilisée pour expliquer le lien entre la croissance qui est la variable endogène représentée par le taux de croissance de PIB réel par tête et les variables de gouvernance et des contrôles qui sont les variables indépendantes²⁰.

2.1. Présentation des variables et du Modèle économétrique

Dans cet article, nous estimons, le modèle linéaire des données de panel²¹. Pour ce faire, nous commençons par la présentation des données et des variables que nous utilisons dans l'estimation, qui se présentent comme suit :

2.1.1. La variable endogène (dépendante) :

La croissance économique est représentée par le taux de croissance de PIB réel par tête, provient de la Banque Mondiale.

2.1.2. Les variables exogènes (indépendantes) :

2.1.2.1. Les variables de la gouvernance :

- efficacité des pouvoirs publics qui rassemblent respectivement la qualité d'Administration, les politiques gouvernementales, la crédibilité du gouvernement, les fonctionnaires efficaces, le gaspillage dans les dépenses des gouvernements, les services publics et les retards bureaucratiques ;
- stabilité politique qui rassemble l'absence des guerres civiles, violences politiques, coups d'Etat militaires, tensions politiques, troubles sociaux, tensions ethniques, changements imprévisibles des institutions et des règles ;
- qualité de la réglementation qui mesure la capacité des pouvoirs publics à élaborer et appliquer de bonnes politiques et réglementations favorables au développement du secteur privé ;
- lutte contre la corruption qui renvoie à des valeurs allant de 0 à 10 et proportionnelles à l'intensité de la corruption. Théoriquement, on doit

¹⁸ Banque Mondiale (2010), La Corruption discrete, Entrave le Développement de l'Afrique, Washington.

¹⁹ <http://data.worldbank.org/indicator> (vendredi 12 Août 2022 10 :20 :17)

²⁰ Variables de gouvernance : Stabilité politique, Contrôle de la corruption, Efficacité gouvernementale, Qualité de régulation, Etat de droit, Voix et responsabilité. Variables de contrôle : Crédit à l'économie, Taux d'ouverture, Dépenses de consommation finale de l'administration publique, Taux Brut de scolarisation et Taux d'inflation.

²¹ Bourbonnais R., « Econométrie : cours et exercices corrigés », Dunod, paris, 9ème édition, 2015, p.355

s'attendre à une relation inverse entre le niveau de corruption et la croissance économique. Elle rassemble aussi la fréquence de paiements irréguliers aux fonctionnaires et aux judiciaires, pratiques impropres dans la sphère publique comme les détournements des deniers publics, la fréquence des cas de corruption dans les administrations publiques, la corruption dans le système politique comme une menace aux investissements étrangers ;

- état de droit qui comprend successivement le respect dans l'exécution des contrats par le gouvernement, le droit de propriété, la confiance dans l'autorité politique quant à la sécurité des biens, la protection de propriété intellectuelle et indépendante du système juridique et les coûts des crimes.

2.1.2.2. Les variables de contrôle :

- Investissement qui sera appréhendé par la formation brute du capital fixe qui inclut l'investissement public et privé, déduction faite des investissements étrangers. Les actifs fixes de l'économie comportent les améliorations au niveau foncier (clôtures, construction des fossés, les eaux drainées etc.), les plantes, les machines et les équipements achetés. Elle prend également en compte la construction des routes, des chemins de fer, des bâtiments comme les écoles, les hôpitaux et les buildings à caractère industriel et commercial ;

- Inflation : le taux d'inflation (% annuel) mesuré par l'indice des prix à la consommation reflète le changement annuel en pourcentage des prix pour un consommateur moyen dans l'acquisition d'un panier fixe des biens et services.

Pour déceler l'existence d'une relation entre la croissance économique et la bonne gouvernance, il suffit premièrement de spécifier un modèle économétrique qui traduit mathématiquement cette relation sous forme d'une équation. Pour cela, le modèle utilisé pour tenter la relation entre les indicateurs de la gouvernance et la croissance économique est donné comme suit :

$$GDP_{it} = \beta_0 + \beta_1 VG_{it} + \beta_2 X_{it}$$

Où :

- *VG* un ensemble de variables de gouvernance à savoir : l'efficacité des pouvoirs publics, la stabilité politique, la voix et responsabilité, la qualité de régulation, la lutte contre la corruption et l'Etat de droit.
- *X* représente la matrice des variables de contrôle qui sont : les investissements, le taux d'inflation, les investissements directs étrangers et le taux de Scolarisation.

III. PRESENTATION DES RESULTATS

Dans cette phase de notre article, nous présentons les principaux résultats de notre analyse. Pour ce faire, nous allons procéder sous trois formes de présentation : les statistiques descriptives, la matrice de corrélation et les estimations économétriques.

3.1. Statistiques descriptives

La force de la statistique est qu'on n'est pas obligé d'étudier toute la population. Il est possible de tirer des conclusions sur une population, à partir d'un échantillon suffisamment représentatif de 8 pays sur l'ensemble de 16 pays qui composent la SADC. Et comme les données ne sont pas intelligibles, nous recherchons la synthèse. La démarche pour synthétiser les données consiste à calculer les paramètres de description, d'où la statistique descriptive.

Tableau 1. Les statistiques descriptives de l'ensemble des données

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Nombres d'observations	Moyennes	Ecart-types	Valeurs minimales	Valeurs maximales
GDP	168	10.07	20.928	-6.403	28.41
Efficacité des Pouvoirs publics	168	2.277	4.137	1.305	34.57
Stabilité politique	168	1.462	2.475	-0.571	10.00
Etat de droit.	168	42.73	0.300	0.250	37.22
Qualité de la réglementation	168	5.916	0.448	2.315	47.20
Lutte contre la corruption	168	53.63	58.93	0.491	175.3
Investissement	168		19.03	4.941	61.48
Inflation	168	38.26	12.60	-7.935	513.9
		28.52			

Source : Les auteurs de l'article à l'aide du logiciel Stata 14.2.

Commentaire : La lecture de ce tableau ci-dessus présente une analyse descriptive des variables de recherche et révèle que le taux de croissance moyen du PIB par habitant des 8 pays de la région SADC est de 10,07%. La croissance la plus forte 28,41 % et la plus faible -6,403 % de la série observée au niveau de l'Afrique du sud, la RDC, le Botswana, l'Angola, la Zambie, la Malawi, la Tanzanie et le Madagascar. Les variables de gouvernance sont toutes proches de l'échelle moyenne (2,5). Les pays ayant enregistré les indicateurs de gouvernance les plus faibles entre autres, sont la RDC, la Zambie, l'Angola et le Malawi. Par contre, les pays exemplaires en matière de gouvernance et ayant enregistré les valeurs maximales de ces indicateurs sont entre autres l'Afrique du Sud, le Botswana, la Tanzanie et le Madagascar.

3.2. Matrice de corrélation

Tableau 2. Les corrélations simultanées entre les variables

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
	GDP	Stabilité pol.	Eff.PP	Qual.re gl	Etat de droit	Lutte corr	Investime nt	Inflation
GDP	1							
Stabilité politique	0.115***	1						
Eff. Pouv. publics	0.921***	0.121**	1					
Qualité réglem.	0.729***	0.126	0.930***	1				
Etat de droit	-0.508	0.211**	-0.349*	-0.222	1			
Lutte contre corrupt.	0.025***	0.151*	0.0424	0.202**	0.527***	1		
Investissement	0.706***	0.185**	0.819***	0.869***	0.428***	0.069***	1	
Inflation	-0.643	-0.316	-0.579**	-0.521	-0.695**	-0.543***	-0.739**	1

* $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$

Source : Les auteurs de l'article à l'aide du logiciel Stata 14.2.

Commentaire : La lecture de ce tableau n°2 nous montre que les relations simultanées entre la variable endogène et les variables exogènes s'expliquent à travers des relations qu'ils entretiennent entre elles. Donc, la relation que le taux de croissance entretient avec la stabilité politique, l'efficacité des pouvoirs publics, la qualité de la réglementation, la maîtrise de la corruption et l'investissement est parfaitement significative et positive. Par contre, la corrélation GDP, Etat de droit et Inflation montre qu'il existe une relation non significative et négative. La relation existant entre la stabilité politique et l'efficacité des pouvoirs publics, l'Etat de droit, la maîtrise de la corruption et l'Investissement présentent qu'il existe une corrélation faiblement significative et positive. L'efficacité des pouvoirs publics est corrélée significativement et positivement à la qualité de la réglementation et l'investissement alors que sa relation est négative et significative avec l'Etat de droit et l'inflation. La relation qui existe entre la qualité de la réglementation, la maîtrise de la corruption et l'investissement est positive et significative, et est négative et non significative avec l'inflation et l'Etat de droit. L'Etat de droit est corrélé positivement et significativement avec la maîtrise de la corruption et l'investissement, mais par contre, elle est liée négativement à l'inflation. La maîtrise de la corruption est faiblement liée à l'investissement, et présente une relation négative et non significative avec l'inflation. Les investissements présentent une corrélation faiblement significative et négative avec l'inflation.

Tableau 3. Les résultats d'estimation

VARIABLES	Diff-Sys					Sys-GMM				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Constante	0.007 (0.053)	0.003** (0.091)	0.006** (0.042)	0.0097** (0.054)	0.014*** (0.009)	0.003 (0.006)	0.003 (0.049)	0.004 (0.068)	0.008* (0.058)	0.009 (0.007)
Inv.	-0.192** (0.037)	-0.195** (0.047)	0.202** (0.034)	0.243*** (0.046)	- (0.193***)	-0.048 (0.061)	-0.011* (0.036)	-0.029 (0.086)	-0.037 (0.059)	-0.043 (0.060)
Infl.	-0.017 (0.037)	0.014 (0.068)	0.0151 (0.038)	-0.016 (0.059)	0.018 (0.363)	0.091*** (0.028)	0.067** (0.033)	0.671* (0.040)	0.085** (0.035)	0.097*** (0.016)
StabPol	- 0.006*** (0.025)					-0.083 (0.032)				
StabPol_GDP	- 0.241*** (0.004)					-0.028 (0.076)				
EfficPP		0.126*** (0.068)					0.073*** (0.044)			
EfficPP_GDP		0.007** (0.029)					0.046** (0.087)			
Qreg			0.029*** (0.053)					0.053*** (0.069)		
Qreg_GDP			0.085*** (0.007)					0.065*** (0.013)		
Etat droit				-0.178 (0.042)					0.031 (0.032)	

Etat droit _ GDP				-0.003 (0.693)				0.015 (0.009)	
Maitrise corruption					0.251*** (0.037)				0.531*** (0.044)
Maitrise corruption _ GDP					0.004** (0.007)				0.038** (0.011)
Nombre d'observations	168	168	168	168	168	168	168	168	168
Nombre de pays	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Effets fixes pays	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes temps	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Test de Wald	0,516	0,504	0,542	0,529	0,482	0,430	0,538	0,082	0,000
Test AR (2)	0,061	0,074	0,086	0,053	0,131	0,069		0,392	0,525
Test de Sargan								0,252	0,092
								0,055	0,000

Notes: *, **, *** représentent les significativités à 10%, 5% et 1% respectivement

Les nombres entre parenthèses représentent les écarts-types des coefficients estimés

Commentaire :

Pour interpréter nos résultats et conforter notre hypothèse, nous procédons à une analyse qui consiste à mettre en évidence la contribution de chaque indicateur de la gouvernance à la croissance économique. Ce test de robustesse consiste à estimer l'équation (1) en remplaçant la variable VG respectivement : (1) Stabilité politique, (2) Efficacité des pouvoirs publics, (3) Qualité de la réglementation, (4) Etat de droit et (5) Maîtrise de la corruption.

Il convient de relever cependant que les coefficients d'interaction associés respectivement à la stabilité politique, l'efficacité des pouvoirs publics, la qualité de la réglementation et la maîtrise de la corruption estimés par la méthode Diff-GMM, d'une part, et les coefficients d'interaction associés toujours à ces indicateurs de gouvernance estimés par la méthode Sys-GMM, d'autre part, sont significatifs et influent positivement. Alors que le coefficient d'interaction associé à l'Etat de droit estimé dans par toutes ces deux méthodes respectives la méthode Diff-GMM et celle de Sys-GMM, est non significatif, malgré que cela, met une évidence des effets positifs.

En effet, le constat est qu'une grande partie des indicateurs de la gouvernance, soit 4/5 ont une influence significative et positive. Donc, on peut dire que l'amélioration des différentes dimensions de la qualité de la gouvernance participe à relancer la croissance économique dans la région de la SADC.

Il convient de dire que les résultats trouvés dans le cadre de cet article sont conformes à la théorie du fait que l'amélioration de 80% des indicateurs de la gouvernance peuvent relancer la croissance économique et la littérature montre que chaque indicateur est corrélé positivement avec le logarithme de PIB par tête (Kaufmann, Kraay et Zoido Lobaton, 1999)²²

CONCLUSION

L'objectif principal de cet article était de savoir dans quelles mesures et par quels moyens la gouvernance pouvait influencer la croissance économique dans la région SADC. A l'aide de la technique Diff-GMM, l'estimation de la relation entre la gouvernance et la croissance économique en panel dynamique aboutit au résultat selon lequel l'amélioration de la gouvernance constitue l'un des déterminants majeurs de la

²² Kaufmann, D., Kraay, A. et Zoido- Lobaton, P. - Aggregation Governance Indicators, Policy Research Working Paper 2195. World Bank Policy Research Department, Washington, D.C., 1999a

croissance économique dans la région de la SADC. A cet effet, Nous pouvons dire que la gouvernance influence en fait la croissance dans la région de la SADC par l'intermédiaire des facteurs tels que l'efficacité des pouvoirs publics, la stabilité politique, la maîtrise de la corruption et la définition des bonnes politiques règlementaires. Donc, une bonne gouvernance encourage les initiatives d'investir, et en retour la croissance s'observe. En termes d'implications des politiques économiques, nos résultats exhortent les autorités politiques de la région de la SADC à améliorer vivement les facteurs de la gouvernance par l'entremise d'une définition des bonnes politiques règlementaires, l'amélioration de la qualité des services offerts à ses usagers, la stabilité politique et la maîtrise de la corruption afin de relancer la croissance économique. Nous pouvons conclure que la bonne gouvernance a un impact statiquement et économiquement significatif sur la croissance économique dans la région de la SADC.

BIBLIOGRAPHIE

- Banque Mondiale (2010), *La Corruption discrete, Entrave le Développement de l'Afrique*, Washington.
- Banque Mondiale (2011), *Indicateur de développement*, Washington D.C
- Banque Mondiale, 1992. *Governance and development*.
- Becheraire Om, PHD, « *corruption et croissance économique : une approche économétrique sur les données de l'Algérie* », *European scientific journal*, vol.12, n°7, 2016, pp.444-445
- Bernard A., Alexis O. et Gérard C., « *gouvernance et croissance économique : une analyse des effets de seuil* », premier colloque AETA, 2014, pp.49-52
- Bourbonnais R., « *Econométrie : cours et exercices corrigés* », Paris, Dunod, 9^{ème} édition, 2015.
- CEA (2009), *Rapport sur la Gouvernance en Afrique II 2009*, Addis-Abeba, Éthiopie.
- Da Silva et al, « *influence de la corruption sur la croissance économique* », 2002
- Gyimah-Brempong, « *L'impact de la gouvernance sur la croissance économique des pays africains* », CERDI, CNRS-Université d'Auvergne, 2002.
- Henri., « *Correlation croissance économique - Gouvernance des pays riches en ressources naturelles* », *global journal of management and business research*, vol.12 version 1, 2013
- <http://data.worldbank.org/indicator> (vendredi 12 Août 2022 10 :20 :17)
- <http://www.univ-orleans.fr/deg/masters/DOTE/> (samedi 06 Août 2022 09 :45 :10)
- Kaufmann, D., Kraay, A. - *Growth without Governance*, The World Bank, Washington, 2002.
- Kaufmann, D., Kraay, A. et Zoido- Lobaton, P. - *Aggregation Governance Indicators*, Policy Research Working Paper 2195. World Bank Policy Research Department, Washington, D.C., 1999a
- Kaufmann, D., Kraay, A. et Zoido- Lobaton, P. - *Aggregation Governance Indicators*, Policy Research Working Paper 2195. World Bank Policy Research Department, Washington, D.C., 1999b
- Kaufmann, D., Kraay, A. and M. Mastruzzi, « *Governance Matters VI : Governance Indicators for 1996-2006* », World Bank Policy Research wp, n°4280, 2008
- Kos à Mougrd A. et Pr Kamjou F., « *déterminant du développement financier dans les pays de la zone de Franc CFA : le rôle de la qualité des institutions* », *European scientific journal*, vol.12, n°28, 2016, p.303-304

- Laurent Clerc et Hubert Kempf, « *gouvernance et performamnce macroéconomie* », service d'étude et de recherche sur la politique monétaire banque de Franc, 2006.
- Mauro, Paolo., « *The effects of corruption on growth, investment, and government expenditure* », international monetary fund working papers 96/98, 1995
- Mohamed Jellal and Mohamed Bouzahzah, « *gouvernance education and economic grozth* », munich personal RePEc Arichive, 2012
- North D.C., « *institutions, institutional change, and economic performance* », Cambridge University Press, 1990.
- PNUD, 2002. Good Governance.
- Saidi Y., Soltani H. et al, « *gouvernance, investissement direct étranger et croissance économique dans la région MENA* », institutional conference on business, economic, marketing et management research (BEMM'13), vol.2.